



**Convention contre la torture  
et autres peines ou  
traitements cruels,  
inhumains ou dégradants**

Distr.  
GÉNÉRALE

CAT/C/SR.775  
30 mai 2007

Original: ANGLAIS

---

COMITÉ CONTRE LA TORTURE

Trente-huitième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 775<sup>e</sup> SÉANCE

tenue au Palais Wilson, à Genève,  
le mardi 15 mai 2007, à 10 heures

Président: M. MAVROMMATIS

SOMMAIRE

QUESTIONS D'ORGANISATION ET QUESTIONS DIVERSES (suite)

Réunion avec les États parties

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

*La séance est ouverte à 22 h 15*

## QUESTIONS D'ORGANISATION ET QUESTIONS DIVERSES (suite)

### Réunion avec les États parties

1. Le PRÉSIDENT dit que le Comité tente d'introduire, sur une base volontaire, un nouveau système d'examen des rapports des États parties, au titre duquel les réponses écrites à une liste de questions concernant le deuxième rapport périodique, par exemple, constitueraient le troisième rapport périodique. La pratique de soumettre une liste de questions sur les rapports périodiques, introduite deux ans auparavant, n'a pas remporté le succès escompté, notamment à cause de la remise tardive des réponses écrites par certains États parties.
2. En cas d'urgence, le Comité demande à un État partie de prendre des mesures intérimaires, et l'État partie peut demander au Comité de réexaminer sa requête. Malheureusement toutefois, certains États parties refusent d'accéder à la demande de mesures intérimaires et extradent des personnes vers des États où elles risquent d'être soumises à la torture.
3. Étant donné le petit nombre de membres du Comité et le grand nombre d'États parties, le Comité ne peut plus assumer sa charge de travail. Il ne tient que deux sessions par an et peut examiner au maximum sept rapports par session. Pour résoudre le problème, il faudrait tenir une troisième session régulière et/ou augmenter le nombre de membres.
4. M. KOVALEV regrette qu'il y ait encore des expulsions de personnes vers un État où elles risquent d'être soumises à la torture. Il exhorte les États parties à assurer l'application du principe de non-refoulement, conformément à l'article 3 de la Convention.
5. M. MARIÑO MENÉNDEZ dit qu'à ce jour, le Comité a examiné quelque 300 cas individuels concernant 24 États parties. La jurisprudence du Comité est très importante, notamment en ce qui concerne les transfèrements extrajudiciaires et le recours aux garanties diplomatiques pour combattre le terrorisme. Il salue la volonté de la plupart des États parties de coopérer avec le Comité et de fournir les informations nécessaires pour le suivi des cas individuels.
6. Il rappelle que le Comité s'est engagé à émettre une observation générale sur l'article 2 de la Convention; il fera prochainement rapport du résultat de ces travaux aux États parties.
7. M. GALLEGOS CHIRIBOGA souligne la nécessité d'encourager les États qui n'ont pas encore ratifié la Convention à le faire, ainsi que la nécessité de normaliser les travaux du Comité et d'en accroître la capacité. Le Comité et les États parties doivent coopérer en vue de réduire l'arriéré des rapports périodiques.
8. Mme GAER dit que, au titre de la procédure de suivi de ses recommandations, le Comité a sélectionné plusieurs recommandations pour lesquelles il demande des informations complémentaires de la part des États parties concernés. Ceux-ci sont invités à fournir, dans un délai d'un an, des informations concernant les mesures prises pour mettre ces recommandations en application. Le Comité a examiné 53 États au titre de cette procédure, depuis son introduction à la 30<sup>e</sup> session, en mai 2003. Sur les 32 États invités à remettre un complément d'information pour mai 2007, 23 l'ont fait. Les préoccupations récurrentes du Comité portent sur: la nécessité

d'informations plus détaillées concernant les mesures prises par les forces de l'ordre pour informer les détenus de et assurer leur droit à la consultation d'un médecin et d'un avocat, ainsi que celui de contacter les membres de leur famille; la nécessité d'organes indépendants et impartiaux chargés d'examiner les plaintes pour torture et mauvais traitements; l'importance d'une enquête rapide et impartiale; la nécessité d'informations concernant des mécanismes efficaces des droits de l'homme; et la nécessité de combler les lacunes en matière de statistiques relatives aux délits, charges et condamnations.

9. Mme SVEAASS dit que, au titre de l'article 10 de la Convention, les États parties ont l'obligation d'inclure l'éducation et l'information sur l'interdiction de la torture dans la formation du personnel des forces de l'ordre. Elle souligne l'importance de former le personnel médical, notamment à déceler les signes de torture et de mauvais traitements, et de diffuser auprès du grand public, des informations sur les droits de l'homme et l'interdiction de la torture. Elle salue les mesures prises par plusieurs États parties pour mettre en application le droit des victimes de torture à une indemnisation, conformément à l'article 14 de la Convention.

10. M. GROSSMAN dit qu'il convient d'aborder une série de questions au moment d'envisager des modalités pour améliorer les méthodes de travail du Comité, notamment la remise en temps utile des rapports périodiques, la nécessité d'accroître le nombre de membres du Comité ainsi que le nombre de sessions, et la mise en place de mécanismes de prévention efficaces.

11. Mme BELMIR dit que le travail du Comité et des États parties n'est pas un exercice mécanique se limitant à la remise officielle et à l'examen des rapports, au suivi, aux amendements de la législation et à la mise en place de mécanismes de procédure appropriés. En réalité, les résultats du suivi et des actions entreprises par les États parties pour appliquer les conclusions et recommandations du Comité sont primordiaux. Plusieurs États parties respectent scrupuleusement les aspects formels du processus, mais n'atteignent pas pleinement l'objectif escompté. Les rapports n'ont pas pour but d'embellir la situation et d'apparaître sous un beau jour devant le Comité mais plutôt d'établir la crédibilité des États parties en matière de protection du bien-être de leurs ressortissants. En dépit des réformes, les droits de l'homme sont trop souvent violés même par les agents des forces de l'ordre et il y a des lacunes dans les procédures avant le procès et les garanties d'un procès équitable. Il y a des problèmes pour assurer que les détenus ont accès aux informations et conseils juridiques, ainsi qu'au contact avec leur famille, bien que les agents publics reçoivent une formation spécialisée en la matière.

12. En conclusion, elle souligne l'importance de se détourner des améliorations formelles pour se concentrer sur l'accès aux services juridiques et renforcer les capacités de la société civile.

13. M. BRAAD (Danemark) remercie le Comité de donner l'occasion de tenir des consultations avec les États parties. Il remercie également le Comité pour sa mise à jour concernant les efforts visant à rationaliser ses méthodes pour faire face à la charge de travail considérable. Sa délégation exhorte le Comité à continuer à explorer toutes les pistes pouvant améliorer sa méthodologie, y compris l'utilisation des outils technologiques disponibles.

14. Il est clair qu'une prolongation de la durée des séances ou un élargissement du Comité peut s'avérer nécessaire. Sa délégation, principale responsable des résolutions sur la torture, reste ouverte aux suggestions fermes mais appelle le Comité à fournir toutes les données et

propositions pertinentes dès que possible, pour que tous les intéressés puissent les étudier en détail.

15. L'idée d'axer le contenu des rapports périodiques sur une liste de questions est intéressante. Prenant note des remarques du Comité sur l'utilisation de la liste de questions et le surcroît de travail qu'elle suppose, sa délégation reste d'avis que l'approche par liste de questions est utile et incite le Comité à poursuivre sur cette voie.

16. En ce qui concerne la question des rapports parallèles des ONG et institutions des droits de l'homme, il se base sur l'expérience de sa délégation au cours de la session actuelle où un rapport parallèle a été présenté après le début de l'examen du rapport périodique. Il souligne le désagrément causé par ces retards et se demande si des échéances sont fixées pour la remise des rapports parallèles.

17. Le PRÉSIDENT dit que le Comité prend acte des commentaires de l'État partie. En ce qui concerne la remise des rapports des ONG, le Comité s'efforce de distribuer les rapports parallèles bien à l'avance et reconnaît le désagrément causé par leur remise tardive au Comité et à l'État partie dont le rapport est en cours d'examen. Le Comité lancera un appel pour la remise des rapports des ONG dans les délais impartis.

18. M. VIGNY (Suisse) dit que son Gouvernement a régulièrement entrepris des actions pour adopter des mesures intérimaires à la demande du Comité. Dans les trois cas pertinents des 15 dernières années, la Suisse a satisfait à la demande du Comité de ne pas extraditer les personnes et de prendre les mesures provisoires nécessaires.

19. Il demande un rappel du contenu de l'observation générale qui doit être adoptée par le Comité et l'article de la Convention sur lequel elle porte.

20. Sa délégation prend note de l'intention d'élargir le Comité afin de résorber la nette augmentation de sa charge de travail depuis l'adoption de la Convention. Le Protocole facultatif prévoit l'élargissement du Sous-Comité pour la prévention après la 50<sup>e</sup> ratification ou adhésion. À cet égard, il se réjouit d'annoncer qu'en décembre 2006, son Gouvernement a recommandé la ratification du Protocole facultatif aux deux chambres du Parlement suisse. La ratification devrait avoir lieu début 2008.

21. Il invite le Comité à commenter la nature de sa relation avec le Sous-Comité pour la prévention. Étant donné la différence de compétences entre les membres des deux organes experts et le fait que le Comité est basé à Genève tandis que les membres du Sous-Comité se concentrent sur les visites aux pays, il est curieux de savoir comment ils se répartissent le travail. Étant donné les rumeurs inquiétantes disant que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme est dans l'incapacité de fournir des ressources humaines ou financières, il exhorte le Comité à faire le maximum pour obtenir le personnel nécessaire et le financement adéquat pour les visites aux pays.

22. Il prend acte des observations faites par Mme Sveaass concernant l'éducation et la formation dispensées aux agents qui s'occupent des détenus et de l'indemnisation des victimes. Sa délégation se réjouit de suivre les travaux du Comité dans ces domaines.

23. En ce qui concerne la réforme des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, il demande au Comité son opinion sur l'utilité de fusionner le secrétariat pour desservir tous les organes conventionnels. Sa délégation a remis cette proposition, pensant qu'un seul secrétariat simplifierait nettement les choses et assurerait la continuité de la jurisprudence.
24. Le PRÉSIDENT dit que deux rapporteurs mettent actuellement la dernière main à l'observation générale concernant l'article 2 de la Convention. Il préfère ne pas en dire davantage avant la présentation de leur rapport à la fin de la session actuelle.
25. La réunion annuelle conjointe du Comité et du Sous-Comité pour la prévention, prévue dans le Protocole facultatif, est planifiée pour novembre 2007. Il aborde brièvement les contacts du Comité avec le Sous-Comité jusqu'à présent et assure les États parties de leur enthousiasme réciproque pour coopérer et coordonner leurs activités respectives. Les deux organes reconnaissent les pièges du manque de coordination et désirent institutionnaliser leur coopération.
26. En ce qui concerne le concept d'un secrétariat unique, il a l'impression que le secrétariat est déjà unifié et fournit un cadre approprié de coordination et de discussion. Il convient toutefois que l'idée mérite d'être explorée plus avant, parce qu'il faut toujours coordonner davantage afin d'éviter la duplication et de rester au fait du travail des autres organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.
27. Mme GAER attire l'attention sur le rapport annuel du Comité concernant ses 29<sup>e</sup> et 30<sup>e</sup> sessions (A/58/44), qui indique l'adoption de lignes directrices concernant le Sous-Comité pour la prévention et le Protocole facultatif, et identifie des domaines de coordination et des domaines qui requièrent l'implication simultanée des deux organes. Chacun a des représentants distincts à la Réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme.
28. Il n'est pas tout à fait exact de dire que le Comité contre la torture est l'organe de contrôle du Sous-Comité et il demande que les États parties veuillent bien en tenir compte dans les déclarations ou résolutions à ce sujet. Il faut prendre grand soin d'assurer que le Comité n'interfère pas avec le travail du Sous-Comité, lors des visites de pays effectuées selon des procédures spécifiques, pour examiner des allégations crédibles de torture systématique.
29. M. O'BRIEN (Australie) dit que le travail du Conseil des droits de l'homme préoccupe de nombreux États parties, ce qui est compréhensible, et pourrait distraire l'attention de la réforme des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Néanmoins, sa délégation note un certain nombre de mesures pratiques, comme l'approbation par la réunion intercomités d'un document de base commun. Son Gouvernement sera parmi les premiers à préparer un document de base en fonction des nouvelles directives. Il est intéressé d'entendre les manières de redynamiser le processus de réforme et de découvrir les prochaines étapes pratiques.
30. Comme le rapport périodique de son pays doit être examiné à la prochaine session du Comité en novembre 2007, il est particulièrement intéressé de savoir comment l'expérience

acquise par le Comité en matière de mise en œuvre des réformes pour rationaliser son travail et améliorer la gestion du temps guidera son approche en novembre.

31. Le PRÉSIDENT dit que chaque fois que le Comité reçoit des réponses écrites complètes et bénéficie de coopération concernant les réponses aux questions supplémentaires, les résultats sont encourageants. C'est de bon augure pour les changements envisagés de la présentation des rapports sur la base des réponses écrites.

32. En ce qui concerne la gestion du temps, le Comité tente d'inculquer aux États parties, dans la mesure du possible, que les réponses écrites doivent être complètes et remises suffisamment tôt pour que le secrétariat puisse les diffuser dans toutes les langues de travail. Si les réponses écrites ne sont pas disponibles dans les langues comprises par tous les membres du Comité, la délégation doit en présenter le texte ou résumer ses réponses. Si le Comité reçoit les réponses en temps utile, les États parties peuvent faire une brève présentation et les mises à jour nécessaires. Des questions complémentaires sont posées en cas de nouvelles évolutions depuis la remise des réponses ou si celles-ci sont jugées insatisfaisantes ou incomplètes.

33. Mme BRANDT (Allemagne) attire l'attention sur les orientations de l'Union européenne en ce qui concerne la torture, qui portent sur les contacts avec les pays tiers, le dialogue politique, les démarches et les actions concernant les cas individuels. Elle cite le programme en cours pour mettre en œuvre les orientations par un plan d'action global. L'Union européenne prévoit que l'examen par le Comité des rapports de cinq États membres de l'Union européenne, au cours de la présente session, donnera suffisamment d'informations générales. À cet égard elle se réjouit de recevoir les réactions et observations du Comité sur la mise en application de la Convention dans ces États.

34. Le PRÉSIDENT salue l'initiative de l'Union européenne pour élaborer des directives préconisant un effort mondial pour combattre la torture. Il assure au représentant de l'Allemagne que le Comité attache une grande importance à ses contacts avec les dispositifs régionaux ainsi que les États, et sera disponible pour consultation ultérieure.

35. Mme FERNANDEZ BULNES (Espagne) salue les nouvelles méthodes de travail et la liste de questions introduite par le Comité pour aider les États parties à améliorer leur capacité à mettre la Convention en application et identifier leurs défaillances et les lacunes de leur législation nationale. Il est encore tôt pour que la liste des questions porte ses fruits, mais elle est convaincue qu'elle améliorera le travail futur du Comité.

36. La coordination avec d'autres organes doit porter à la fois sur les méthodes de travail et les critères, et elle invite le Comité à donner son point de vue sur la question. Elle profite de l'occasion pour saluer le travail du Comité en matière de suivi des cas individuels, et s'enquiert des difficultés rencontrées lors de ces processus ainsi que de la façon dont le Comité évalue l'efficacité du suivi.

37. Le PRÉSIDENT, faisant référence aux nouvelles méthodes de travail, dit que le Comité n'a identifié jusqu'à présent que les États parties concernés et est en train de désigner des rapporteurs pour préparer les listes des questions, qu'il approuvera en novembre 2007. On espère gagner du temps d'ici un an, puisque les États parties pourront alors préparer leur présentation sous forme de réponses à la liste de questions, sans devoir rédiger entièrement de nouveaux

rapports périodiques à présenter au Comité. Les nouvelles lignes directrices concernant le document de base doivent bien entendu être prises en considération. La liste des questions sera ciblée et axée sur les réponses incomplètes. Les membres auront le droit d'aborder de nouveaux points, mais doivent s'efforcer de poser toutes les questions supplémentaires avant l'approbation de la liste.

38. Il assure au représentant de l'Espagne que ses commentaires sur la coordination des critères seront entièrement pris en considération.

39. M. MARIÑO MENÉNDEZ dit que la procédure de suivi du Comité est relativement récente et que les meilleures pratiques sont toujours en cours d'identification. Les mesures relatives au suivi des avis du Comité peuvent inclure des notes verbales aux États parties demandant des informations concernant les mesures adoptées pour mettre en œuvre ces avis, des réunions avec les membres des missions permanentes de l'État partie concerné, l'orientation vers les services de support technique du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et même des missions dans l'État partie.

40. Le Comité peut également inviter un État partie à rouvrir ou poursuivre une enquête en vertu des articles 12 et 14 de la Convention ou indiquer des lacunes dans sa législation, dans des domaines comme la compétence universelle pour poursuivre la torture en vertu de l'article 5. Dans les cas impliquant le principe de non-refoulement, le Comité peut demander des mesures provisoires ou, si une personne est expulsée vers une autre juridiction, s'enquérir des mesures prises par cet État partie pour surveiller la situation. La question de l'indemnisation relève d'un autre domaine où les meilleures pratiques se développeront au fil du temps avec la coopération des États parties.

41. Le PRÉSIDENT, faisant référence aux communications, souligne que la procédure d'examen d'une plainte est longue et que le Comité ne l'entame pas à la légère. La recevabilité de chaque plainte est soigneusement évaluée et le Comité est parfaitement disposé à accepter les décisions des tribunaux nationaux la condition que le cas a été examiné de façon équitable et en toute indépendance a été satisfaite.

42. M. GROSSMAN convient que le Comité, au même titre que les institutions régionales, ne considère pas que son rôle consiste à supplanter les institutions nationales. En Amérique latine, les organes juridiques régionaux sont considérés comme une sorte de tribunal de quatrième instance. En Europe, il y a l'élément de discrétion au titre duquel l'organe régional défère aux institutions nationales sauf s'il y a des motifs graves de préoccupation. Le Comité tient compte de la jurisprudence comparative et ne tente pas d'empiéter sur leur autorité.

43. M. DIXON (Royaume-Uni) salue l'opportunité d'un dialogue avec le Comité en vue de renforcer sa surveillance de la mise en œuvre de la Convention par les États. Il se réjouit dès lors de l'adoption d'un système de rapports basé sur une liste ciblée de questions qui, en combinaison avec les lignes directrices concernant un nouveau document de base, réduira la charge des États parties et améliorera la qualité du processus. Il contribuera également à une plus grande ponctualité des rapports et améliorera la capacité du Comité à examiner les rapports, réduisant ainsi l'arriéré.

44. Il prend acte que le Comité examine les rapports de sept États parties à chaque session et demande où ce nombre se situe par rapport aux autres organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme: s'il est inférieur à la norme, il demande ce qu'il est possible de faire pour améliorer la méthode de travail du Comité; s'il est dans la moyenne, il se demande s'il y a des façons plus radicales d'améliorer la productivité. Étant donné les inévitables conflits entre les engagements personnels des experts et leur travail pour le Comité, il se demande comment le nombre de sessions du Comité peut être augmenté sans accroître également le nombre de membres et, si le nombre de membres augmente, de combien. Toute information que le secrétariat peut fournir concernant les implications financières de l'augmentation du nombre de sessions et/ou de membres du Comité est bienvenue également.

45. Enfin, s'agissant de l'observation générale du Comité concernant l'article 2 de la Convention, il demande si les États parties auront l'occasion de commenter le projet. Le fait de donner aux États parties la possibilité de réagir aux observations générales au stade du projet, même si le Comité choisit de ne pas tenir compte de leurs observations ou préoccupations, peut être considéré comme une bonne pratique.

46. Le PRÉSIDENT dit qu'il est encouragé par la réaction généralement positive aux nouvelles directives du Comité concernant le document de base et la préparation d'une liste ciblée de questions en guise de point de départ pour les rapports périodiques. La liste des questions est destinée à gagner du temps et permettre aux États parties de préparer les réponses aux inquiétudes du Comité en temps utile pour les traduire dans les langues de travail du Comité. Lors de l'examen du rapport, il suffirait alors de brèves remarques préliminaires, ainsi que de questions de suivi concernant les nouvelles évolutions ou les omissions.

47. Mme MORALES (Secrétaire du Comité) dit que les statistiques sur le nombre de rapports examinés par les différents organes des droits de l'homme sont disponibles dans le document HRI/MC/2007/4, sur la méthode de travail des organes créés en vertu d'instruments internationaux. Ainsi, le Comité des droits de l'enfant examine normalement 9 rapports par session, le Comité des droits de l'homme 5, ainsi que 30 à 40 communications, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes en examine 8 par session et le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, 7 ou 8. Toutefois, tous ces comités comptent au moins 18 membres.

48. Le PRÉSIDENT dit que les conflits de calendrier et les absences inévitables affectent le travail du Comité. En général, il y a deux rapporteurs pour chaque rapport et communication. Au moins un rapporteur reçoit la communication un mois avant que le Comité ne l'aborde.

49. M. MARIÑO MENÉNDEZ dit que le projet d'observation générale du Comité sur l'article 2 de la Convention sera probablement finalisé pendant la présente session. Il est d'avis qu'il faut distribuer le texte aux États parties pour qu'ils émettent leurs commentaires en vue de renforcer le dialogue avec le Comité.

50. M. HEINES (Norvège) souligne l'importance que son Gouvernement attache au dialogue avec le Comité et à la mise en application de ses conclusions et recommandations. L'implication des ministères dans la préparation des rapports périodiques augmente en soi la notoriété de la Convention et son Gouvernement renforcera encore l'engagement de la société civile dans les activités de suivi.



51. La réception précoce d'une liste ciblée de questions facilitera la préparation de réponses complètes, sans oublier qu'il y s'écoulera inévitablement un certain temps entre la préparation des réponses et l'examen du rapport par le Comité. Il salue les efforts pour réformer le processus de rapport des organes créés en vertu d'instruments internationaux et mettre en place un organe conventionnel unique permanent. Le processus d'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme pourrait également diminuer l'arriéré en encourageant la ponctualité des rapports et en augmentant les taux de ratification. En ce qui concerne l'arriéré du Comité, il se demande s'il a des propositions concrètes pour augmenter le nombre de sessions ou des membres. Il demande aussi dans quelle mesure le Comité collabore avec d'autres mécanismes des droits de l'homme et les procédures spéciales en vue d'échanger leur expertise et des informations.

52. Le PRÉSIDENT dit que la réforme des organes créés en vertu d'instruments internationaux porte déjà ses fruits, simplement en encourageant l'examen du système. L'utilisation d'une liste ciblée de questions par le Comité sera bénéfique mais les États parties pourront continuer à appliquer la procédure actuelle s'ils préfèrent. Il se réjouit de la mise en application de l'examen périodique universel par le Conseil des droits de l'homme, dont il espère qu'il ne se limitera pas à faire double emploi avec le travail effectué par d'autres organes, en vue d'encourager la coopération et les rapports par les États parties.

53. Pour ce qui est de la coordination avec d'autres mécanismes des droits de l'homme, il dit que le Comité se réunit régulièrement avec le Rapporteur spécial sur la torture, et le secrétariat prépare une vaste documentation sur les travaux des autres organes et groupes pertinents pour les rapports et communications spécifiques de l'État partie. Le Comité étudie aussi la façon d'accroître sa productivité, notamment l'augmentation du nombre de ses membres et de sessions par an, gardant à l'esprit la nécessité d'être réaliste.

54. Mme GAER dit que certain États parties ont un processus formel pour impliquer la société civile dans le suivi des avis du Comité concernant les communications et ses observations finales sur les rapports périodiques, et faire rapport à ce sujet au Comité. Il importe de veiller à ce que l'examen périodique universel ne fasse pas double emploi avec le travail des organes créés en vertu d'instruments internationaux. Tout effort pour examiner le respect par tous les États de toutes les normes en matière de droits de l'homme est une entreprise considérable, qui pose des problèmes à la fois organisationnels et de fond. La capacité du Comité à travailler en coordination avec d'autres mécanismes des droits de l'homme est limitée par le temps disponible et le nombre restreint de ses membres. Il reçoit les rapports des autres organes et participe aux réunions intercomités. Il importe aussi de coordonner le travail avec le Sous-Comité de la prévention de la torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, dont le domaine de compétence complète celui du Comité.

55. M. CHUMAREV (Fédération de Russie) appuie les commentaires des orateurs précédents, selon lesquels le Comité doit préparer un plan détaillé des mesures proposées pour accroître sa capacité, avec une évaluation des implications financières, et le présenter pour examen aux États parties à la Convention et aux États membres de la Cinquième commission. Au vu de l'expérience d'autres organes créés en vertu d'instruments internationaux, il vaut mieux commencer par une transition temporaire à trois sessions par an, qui ne requiert aucun amendement de la Convention.

56. Il demande qui a préparé le premier projet des conclusions et recommandations du Comité, et quel est le rôle du secrétariat dans ce processus. En ce qui concerne la nouvelle méthode de rapport, il dit que, comme la Convention proprement dite ne fait aucune référence à une liste de questions, les États parties n'ont pas d'obligation légale de présenter des réponses à cette liste, mais ils sont tenus de coopérer avec le Comité. Les méthodes de travail du Comité ne doivent en aucun cas déroger aux obligations fixées par la Convention.

57. Il demande de clarifier la façon dont le Comité coopérera avec le Sous-Comité pour la prévention. Comme le Protocole facultatif a été élaboré au mépris des règles habituelles pour adopter un tel instrument, il a une valeur juridique inférieure. La mise en application ultérieure du Protocole facultatif ne doit pas diminuer les ressources déjà limitées du Comité.

58. S'agissant de l'examen périodique universel, il souligne la nécessité d'assurer la dépolitisation de ce processus: son pays a rencontré des difficultés à cet égard en Commission des droits de l'homme.

59. Le PRÉSIDENT dit que les propositions du Comité pour résoudre ses difficultés actuelles doivent être spécifiques et soutenues par des statistiques et des exemples d'autres organes créés en vertu d'instruments internationaux, le cas échéant. La demande d'augmenter le nombre de séances peut-être un point de départ, mais cette proposition ne fera qu'accroître la charge de travail des membres du Comité par session et entre les sessions, sans résoudre le problème.

60. Comme le Comité a prévu que certains États parties peuvent émettre des réserves quant à la nouvelle méthodologie de rapport, le processus sera appliqué sur une base volontaire.

61. En ce qui concerne les relations avec le Sous-Comité pour la prévention, il note que le texte du Protocole facultatif présente incontestablement certaines difficultés, sans inclure la question du partage du budget du Comité. Dans ses relations avec le Sous-Comité, le Comité tient compte des obligations énoncées dans le Protocole facultatif et de l'échange de vues avec le Sous-Comité sur les modalités selon lesquelles les deux organes doivent coopérer.

62. Le Comité suit de près la question de l'examen universel périodique et espère que le Conseil des droits de l'homme ne rencontrera pas les mêmes difficultés que la Commission des droits de l'homme.

63. M. GROSSMAN, faisant référence au projet de nouvelle liste de questions, dit que les États parties peuvent toujours décider de ne pas présenter de réponses, mais la nouvelle méthodologie a pour but de contribuer au dialogue constructif en informant les États parties à l'avance des questions qui intéressent particulièrement le Comité et qu'il peut envisager d'intégrer dans ses conclusions et recommandations.

64. Le PRÉSIDENT dit que la rédaction des conclusions et recommandations du Comité relève de la responsabilité des deux Rapporteurs de pays, avec l'aide du secrétariat. La version définitive reprend les amendements suggérés par l'ensemble du Comité.

65. Mme YAMADA (Japon) dit qu'elle faisait partie de la délégation japonaise qui a présenté son rapport au Comité la semaine précédente. Son Gouvernement se réjouit de recevoir les conclusions et recommandations du Comité prochainement. Elle appuie la nouvelle

méthodologie de rapport proposée, basée sur une liste ciblée de questions. Prenant note de la suggestion d'augmenter le nombre de membres du Comité, elle dit qu'un tel changement aura des conséquences financières et apprécierait des détails à ce sujet et concernant d'autres mesures pertinentes.

66. Le PRÉSIDENT dit qu'en vertu de la nouvelle méthodologie de rapport, les États parties ne devront probablement plus envoyer des délégations multisectorielles aussi importantes pour présenter le rapport.

67. M. MARIÑO MENÉNDEZ, Rapporteur de pays pour le Japon, salue les efforts de la délégation japonaise de haut niveau pour répondre aux questions du Comité. Comme toujours, le Comité s'efforce de préparer des recommandations utiles et pratiques.

68. M. von KAUFMANN (Canada) dit que son Gouvernement est très intéressé par la nouvelle méthodologie de rapport et se demande si son pays peut participer à l'application pilote. Comme il doit remettre son prochain rapport périodique en 2008 et qu'il faut à un an pour le préparer, il lui faudrait la liste des questions en 2007.

69. Il demande d'indiquer si une version définitive de l'observation générale sera adoptée à la présente session. Son Gouvernement salue la possibilité de commenter le projet d'observations générales, ce qui accroît la légitimité du texte final. Il exhorte le Comité à donner cette possibilité aux États parties, comme le font d'autres organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

70. En ce qui concerne les ressources, il rappelle que l'engagement a été pris, au Sommet mondial de 2005, de doubler le budget du Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Il demande si la composition actuelle du budget du Comité comprend des mesures pour résorber l'arriéré des rapports, par exemple des séances prolongées ou supplémentaires.

71. Comme les sujets des différentes communications font souvent l'objet de procédures nationales où il serait utile de savoir quand le cas sera examiné par le Comité, il demande si le Comité peut en avertir les États parties concernés.

72. Le PRÉSIDENT dit que, afin de donner aux États parties un an pour répondre à la liste de questions, les États parties, qui doivent remettre leur rapport en 2009, sans qu'il s'agisse d'un rapport périodique initial, ont déjà été choisis pour l'application pilote de la nouvelle méthodologie. Le Comité est actuellement en train de désigner les Rapporteurs de pays pour préparer les listes de questions et les approuvera en novembre.

73. Mme MORALES (Secrétaire du Comité), faisant référence au doublement du budget, dit que la seule information officielle que le secrétariat a reçue à ce jour est que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme bénéficie d'une augmentation budgétaire de 40 % pour la période biennale 2006/2007. Le secrétariat ne peut faire aucun commentaire à ce sujet avant l'approbation du nouveau fascicule par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) et la Cinquième commission. Toutefois, l'information communiquée au secrétariat est qu'il n'y aura pas d'augmentation supplémentaire de 40 % au cours de la prochaine période biennale, mais peut-être au cours de la suivante.

74. Le PRÉSIDENT, faisant référence à la demande d'informer les États parties du moment où le Comité aborde les communications, dit que le Comité doit parfois postposer l'examen des communications en raison de retards d'édition et de traduction, mais dans la mesure du possible, il n'y a pas de raison de ne pas informer les États parties à l'avance. Cela signifie que les États parties doivent respecter des échéances serrées pour répondre aux communications de façon à permettre au Comité d'examiner les cas en temps voulu.

75. M. VIGNY (Suisse) dit qu'à une récente réunion des États parties, le Haut-Commissaire les a informés que le doublement du budget du Haut-Commissariat aux droits de l'homme en cinq ans se ferait en trois étapes: 40 % en 2006/2007, 40 % en 2008/2009 et 20 % en 2010/2011. Si ces estimations sont correctes, c'est une bonne nouvelle pour le Comité.

76. M. GALLEGOS CHIRIBOGA souligne l'importance d'un dialogue mutuellement bénéfique entre les États parties et le Comité, et dit que le Comité se réjouit d'entendre les points de vue des États parties. Il importe de se souvenir que, si la charge de travail du Comité augmente, celle du secrétariat augmente aussi.

77. M. WANG Xuexian se dit déçu qu'aucune déclaration n'a été faite à la séance actuelle par des représentants des pays en développement, qui ont souvent plus de mal à préparer les rapports et à envoyer une délégation. Il exhorte dès lors les représentants des pays en développement à participer plus pleinement à ces dialogues et à faire part de leurs points de vue.

78. Le PRÉSIDENT appuie l'avis exprimé par M. Wang Xuexian et souligne que les rapports ciblés basés sur une liste de questions simplifieront les choses pour les pays en développement. Tout le monde semble s'accorder à penser que la nouvelle méthodologie de présenter les rapports est une bonne idée qu'il vaut la peine d'essayer, bien qu'un représentant ait indiqué qu'il pourrait y avoir des obstacles juridiques.

79. Il note avec satisfaction qu'il y a eu un échange de vues utile et se réjouit de la prochaine réunion avec les États parties.

*La séance est levée à 12 h 45*

-----